Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 7 (1915)
Heft: 1

Artikel: La guerre mondiale et le mouvement syndical
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-383062

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La guerre mondiale et le mouvement syndical.

Le mouvement syndical moderne, lié par son développement et dans son action à l'organisme et à la vie économique de la société actuelle, a subi par la guerre des dommages matériels plus grands que ceux subis par l'organisation ouvrière politique.

En disant cela, nous pensons avant tout aux millions de camarades arrachés en même temps au mouvement syndical et à l'œuvre de production, parmi lesquels des centaines de mille ne reviendront plus jamais. — Les sommes que les syndicats des différents pays d'Europe atteints par la guerre et la crise industrielle ont perdues, directement par l'arrêt ou par la diminution de leurs recettes, peuvent être évaluées à près de 40 millions pour les premiers six mois.

Par contre, les sommes dépensées en plus de l'ordinaire (dépenses des années précédentes) par les mêmes organisations syndicales dépassent 50 millions. En admettant que la durée de la guerre dépasse une année — ce qui est très probable — les organisations syndicales européennes auront dû sacrifier d'une façon ou d'une autre au moins *deux cents millions.* A une autre occasion, nous examinerons de près les chiffres avec lesquels il faut compter pour chaque pays. Ce que nous venons de citer ne sont que des chiffres approximatifs basés sur les résultats moyens de la statistique syndicale internationale des années précédentes et sur les publications encore incomplètes des organisations syndicales de l'Allemagne, de l'Autriche, des pays scandinaves et de la Suisse.

Ce qui est aussi important, ce sont les positions acquises dans les conditions de travail, qu'il a fallu abandonner dans maintes professions. Après la guerre, beaucoup de syndicats devront reprendre la lutte pour des revendications qu'ils avaient déjà fait valoir, il y a 10 ou 15 ans.

A part ce dommage, dont la portée exacte ne peut pas être fixée pour le moment, le mouvement syndical international a subi des dommages moraux considérables. La conférence internationale des représentants des centres nationaux des syndicats, conférence qui devait avoir lieu dans le courant de cette année à San Francisco, avait pour but principal d'établir le contact direct entre les représentants des organisations syndicales de l'Europe et de l'Amérique, d'une part, et entre ceux-ci et les représentants des syndicats de l'Australie et des pays asiatiques, d'autre part. Cela n'aurait été qu'un premier pas, mais un pas important vers l'Union mondiale des syndicats ouvriers. Sans vouloir exagérer la portée de cette démarche, décidée par la conférence de Zurich en 1913, nous croyons que la conférence de San Francisco, si elle avait pu avoir lieu, nous aurait permis de nous entendre sur le plan d'une organisation mondiale du prolétariat. Cette union, une fois réalisée, aurait résisté à toutes les difficultés créées par les conflits nationaux résultant de l'oppression et de l'aveuglement des peuples par leurs chefs politiques et religieux, agissant sous l'influence et au profit de l'exploitation capitaliste, cette dernière ayant toujours et dans chaque pays su se servir habilement des aspirations particulières des dirigeants. Nous ne pensons pas que l'Union internationale des organisations du prolétariat ne se réalisera pas, parce que la décision de la conférence de Zurich ne peut pas être exécutée maintenant. Mais il est certain que l'atroce guerre nous rend cette tâche beaucoup plus difficile, qu'elle nous retarde de beaucoup sur notre chemin, à moins que les événements ne finissent par produire un effet mental contraire à celui qu'ils ont produit jusqu'à présent sur les peuples.

Si la guerre a pu frapper aussi gravement l'Internationale syndicale, il faut nous donner la peine de chercher à reconnaître les raisons principales de cette triste situation. Avouons franchement que la plupart de nos syndicats modernes n'ont jamais envisagé le problème de l'Internationale ouvrière dans son ensemble. En tous cas, ils ne lui ont pas attribué toute l'importance et voué l'attention qu'il mérite. Pour se rendre compte de l'exactitude de notre affirmation, il suffit d'examiner de plus près:

L'attitude des syndicats modernes vis-à-vis de la guerre et du militarisme.

Si l'effet moral produit par la guerre sur nos organisations syndicales n'est pas en tous points aussi mauvais qu'il l'est pour le mouvement ouvrier politique, c'est simplement parce que — sauf quelques exceptions — les organisations syndicales modernes n'ont pas pris nettement position vis-à-vis de la guerre et du militarisme. Seuls ceux, qui ne connaissent pas bien nos organisations syndicales, pouvaient être déçus de ce que ces dernières n'ont pas entrepris une action générale énergique contre la guerre.

Il est permis de croire que les ouvriers syndiqués, même ceux faisant partie des syndicats neutres ou des syndicats chrétiens, soient en majeure partie contre l'idée de guerre et qu'ils ne ressentent aucune sympathie réelle pour le militarisme. Quant aux membres des organisations affiliées à l'*Union syndicale internationale,* ils sont à peu près tous pour le maintien de la paix entre les peuples. Pourtant dès qu'il s'agit des

mesures pratiques contre la guerre, les opinions diffèrent aussi bien dans les syndicats affiliés aux centrales nationales des syndicats qu'au sein des organisations qui n'y adhèrent pas encore. C'est pour cette raison que l'on a toujours cherché à se soustraire à la discussion de cette question, en déclarant qu'il s'agissait là d'un problème au caractère politique dont la solution n'entrait plus dans le cadre des tâches dont les syndicats doivent s'occuper. — Cette attitude fut celle de la majeure partie des fédérations syndicales et celle observée jusqu'à présent par les conférences internationales des représentants des centres nationaux. Les syndicalistes français et italiens, conformément à leur parole: « Le syndicalisme se suffit à lui-même », ont toujours déclaré la propagande antimilitariste — telle que les anarchistes l'entendent — comme un des points les plus importants du programme d'action de leurs syndicats. Chaque fois que l'occasion s'est présentée, ils essayèrent de gagner les syndicats modernes pour leur idée, tout au moins pour prêter un appui moral à l'œuvre de propagande antimilitariste. Dans les pays de l'Europe centrale et du nord, les syndicalistes n'ont pas eu de succès important. En France, en Italie et en Espagne où le syndicalisme est plus important, le nombre des travailleurs syndiqués est tellement minime en proportion du nombre total des ouvriers occupés dans les industries de ces pays, que la propagande antimilitariste n'a obtenu que des succès passagers.

En Grande-Bretagne et dans ses colonies, ainsi qu'aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord, les organisations centrales des syndicats ont à plusieurs reprises adopté et publié des résolutions réclamant la restriction des armements en faveur de la paix mondiale. Toutefois, ces résolutions rédigées dans un esprit de démocratie bourgeoise n'ont guère préoccupé les gouvernements auxquels elles étaient adressées. Quand les gouvernements avaient des raisons pour favoriser plutôt la propagande pacifiste, ils se servaient volontiers de telles résolutions pour démontrer que la majeure partie du peuple voulait le maintien de la paix. Si, au contraire, les gouvernements voulaient participer à une entreprise guerrière ou quand il s'agissait de faire adopter de nouveaux crédits militaires, ils ne tenaient jamais compte de résolutions formulées par des groupements ne disposant pas des forces nécessaires pour faire valoir leur point de vue. Nous ne pensons pas que les trade-unions britanniques ou les fédérations syndicales aux Etats-Unis aient jamais songé de préparer une action quelconque pour forcer les gouvernements de s'abstenir des armements. D'autre part, le pacifisme officiel des gouvernements britannique et américain n'a jamais empêché ces derniers de recourir aux armes dès que les intérêts capitalistes étaient sérieusement en jeu (guerre du Transvaal et au Cuba).

Nos camarades anglais et américains ne songèrent pas non plus à renverser l'ordre social actuel par le moyen de luttes économiques (grève générale révolutionnaire) tel que les syndicalistes le préconisent.

Quant aux principales organisations syndicales en Scandinavie, au Danemark, à celle de l'Allemagne, de la Suisse et de l'Autriche-Hongrie, on sait qu'elles appuyèrent moralement et financièrement la propagande pacifiste, pourvu qu'elle ne dépassa pas le terrain légal et pour autant que cette propagande était entreprise par d'autres groupements.

Mais elles ne pouvaient aller plus loin aussi longtemps qu'elles adhéraient à ce principe que la propagande contre la guerre et le militarisme est une tâche à accomplir par une organisation politique et ne concerne pas directement l'organisation économique du prolétariat.

Une autre question, à examiner dans un prochain article, est celle de savoir si l'attitude que nous venons d'expliquer peut être maintenue à l'avenir après les tristes et douloureuses expériences que la guerre nous a apportées.

Réduction des salaires.

Les sacrifices de l'ouvrier.

Depuis que la guerre a éclaté, les conditions de la vie de la classe ouvrière dans notre pays se sont empirées à plusieurs points de vue, bien que la Suisse ne prenne pas part aux opérations de la guerre.

D'abord la mobilisation et la crise industrielle et commerciale ont eu pour effet de faire perdre à au moins 150,000 ouvriers et ouvrières leur gagne-pain ordinaire.

S'il y a dans ce nombre une certaine proportion d'ouvriers ayant su trouver une nouvelle occupation en changeant de métier ou en émigrant, il en reste trop qui n'ont pas eu cette chance et qui doivent se contenter des maigres secours offerts par les syndicats ou par les communes. Parmi ceux qui ont pu changer de métier, la majeure partie ne gagne pas ce qu'elle gagnait auparavant. Même les camarades qui, en émigrant, ont pu trouver des places aussi bien rétribuées que celles qu'ils ont dû quitter à cause de la guerre, se trouvent le plus souvent en perte à cause des frais de déplacement, de la séparation de leur famille, du coût plus élevé dans certaines régions des pays engagés dans la guerre.